

30 août 2021

(21-6482)

Page: 1/2

**Conseil du commerce des marchandises
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION IMMÉDIATE AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES,
AU TITRE DE L'ARTICLE 12:5 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES,
DE LA SUSPENSION PROJÉTÉE DE CONCESSIONS ET D'AUTRES
OBLIGATIONS VISÉE AU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 8 DE
L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES**

INDE

La communication ci-après, datée du 27 août 2021 et reçue à cette même date, est distribuée à la demande de la délégation de l'Inde.

En application de l'article 12:5 de l'Accord sur les sauvegardes et conformément au mode de présentation convenu pour les notifications (G/SG/1, 1^{er} juillet 1996; modifié le 19 octobre 2009, G/SG/1/Rev.1 - G/SG/N/6/Rev.1 - G/SG/89), le gouvernement indien présente au Conseil du commerce des marchandises la notification immédiate de la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée au paragraphe 2 de l'article 8.

1. Indiquer quel Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2

Inde.

2. Indiquer la mesure, le produit visé par la mesure, le document de l'OMC notifiant la mesure de sauvegarde et le Membre imposant la mesure à l'égard duquel le Membre projette une suspension de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2 de l'Accord sur les sauvegardes

Les mesures en cause sont les mesures de sauvegardes définitives adoptées par l'UE sur certains produits en acier. Les mesures prises par l'UE consistent en contingents tarifaires imposés pour 26 catégories de produits en acier, avec un taux de droit hors contingent de 25%. Les mesures définitives ont été imposées le 1^{er} février 2019 en vertu du Règlement (UE) 2019/159 et ont été prorogées en vertu du Règlement (UE) 2021/1029.

L'UE a notifié à l'OMC l'imposition de la mesure définitive dans le document G/SG/N/8/EU/1/Suppl.1 - G/SG/N/10/EU/1/Suppl.1 - G/SG/N/11/EU/1/Suppl.2 daté du 7 février 2019.

Récemment, l'UE a notifié la prolongation de la mesure pendant trois ans dans le document G/SG/N/8/EU/1/Suppl.2 - G/SG/N/10/EU/1/Suppl.11 - G/SG/N/11/EU/1/Suppl.8 daté du 11 juin 2021.

3. Décrire la suspension projetée de concessions et d'autres obligations visée à l'article 8:2 et indiquer la date projetée à partir de laquelle elle prendra effet

L'Inde présente cette notification écrite pour préserver son droit de suspendre l'application de concessions ou d'autres obligations substantiellement équivalentes conformément à l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes. Elle se réserve aussi le droit de retirer, modifier, compléter ou

remplacer la présente notification et/ou de présenter une ou plusieurs notifications additionnelles, si elle l'estimait approprié, y compris à la lumière de toute évolution de la situation.

Par la présente, l'Inde notifie au Conseil du commerce des marchandises sa décision de suspendre des concessions ou d'autres obligations au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) qui sont substantiellement équivalentes au volume des échanges affecté par la mesure de l'UE.

Le niveau substantiellement équivalent de concessions ou autres obligations résultant du GATT de 1994 a été calculé en évaluant l'impact de la mesure de sauvegarde sur les exportations indiennes des produits considérés vers l'UE entre 2017 (année précédant l'application des mesures) et 2020. L'Inde a estimé que les mesures de sauvegarde ont entraîné une baisse des exportations de l'ordre de 1,168 milliard d'euros, montant sur lequel les droits perçus seraient de 292,01 millions d'euros. En conséquence, la suspension de concessions projetée par l'Inde aboutirait à un montant équivalent de droits perçus sur les produits en provenance de l'UE.

La suspension projetée de l'application au commerce de l'UE de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalentes résultant du GATT de 1994 prendrait la forme d'une majoration des droits applicables à certains produits originaires de l'UE. Des renseignements plus détaillés sur la suspension de concessions et d'autres obligations seront communiqués au Conseil du commerce des marchandises avant l'application de ladite suspension.

La suspension de concessions et d'autres obligations continuera de s'appliquer jusqu'à ce que les mesures de sauvegarde de l'UE soient levées.
